



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'Animation des Politiques
Publiques Interministérielles
et de l'Environnement**

Arrêté n°PREF-SAPPIE-BE-2021-0076

du 12 AVR. 2021

**mettant en demeure la société « ODELOT RECYCLAGE » à Chéu
de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral
du 13 janvier 2014**

**Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et suivants, L.511-1 et L.514-5 ;

VU le Code de justice administrative ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation et l'agrément délivré le 13 janvier 2014 à la société « ODELOT RECYCLAGE » pour l'exploitation d'un centre de Véhicules Hors d'Usage (VHU) sur le territoire de la commune de Chéu au titre des rubriques 2713-1 et 2712-1-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 15 mars 2021 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 18 mars 2021 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du Code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant dans le délai imparti ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 2.7.1 de l'arrêté du 13 janvier 2014 susvisé dispose que : « l'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. » ;

CONSIDÉRANT que l'article 4.3.2 de l'arrêté du 13 janvier 2014 susvisé dispose que : « les eaux usées sont collectées par une fosse septique. Les eaux pluviales de voiries et des aires de stockage sont collectées par les deux cuves de 120 m² puis traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le puisard filtrant de 200 m². Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement. Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les milieux non visés par le présent arrêté sont interdits. Une étude visant à trouver une solution alternative au rejet des eaux pluviales de voiries doit être fournie dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. La mise en place de la solution retenue sera réalisée dans un délai d'un an supplémentaire après avis de l'inspection des installations classées. l'objectif de cette étude est de permettre un rejet dans un milieu moins sensible (noue plantée, raccordement aux eaux superficielles,...) » ;

CONSIDÉRANT que l'article 4.3.9 de l'arrêté du 13 janvier 2014 susvisé dispose que : « les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. » ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.3.3 de l'arrêté du 13 janvier 2014 susvisé dispose que : « outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. » ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.3.5 de l'arrêté du 13 janvier 2014 susvisé dispose que : « Tous les métaux ou déchets de métaux doivent au préalable de leur admission faire l'objet d'un contrôle de leur radioactivité par un équipement de détection. Les déchets émettant des rayonnements ionisants sont écartés, signalés à l'inspection des installations classées et traités dans les conditions prévues à l'article L.542 du Code de l'environnement. » ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.5.3 de l'arrêté du 13 janvier 2014 susvisé dispose que : « L'exploitant dispose a minima :

- d'un poteau incendie situé à 120 m de l'entrée du site,
 - d'une réserve incendie de 120 m³ située en partie Nord-Ouest des installations,
 - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques [...],
- La réserve incendie est équipée d'une zone d'aspiration de 8x4 m implantée à proximité d'une voie engin. [...] » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 14 décembre 2020, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte pas ces dispositions :

- plusieurs déclenchements de portiques de détection de la radioactivité n'ont pas été signalés à l'inspection des installations classées,
- le site présente en de nombreux endroits des nappes d'eau stagnantes dans lesquelles baignent des déchets,
- l'étude visant à trouver une solution alternative au rejet dans le milieu n'a pas été remise et les travaux n'ont pas été réalisés,
- les eaux pluviales baignant les déchets s'infiltrant dans les sols,
- le personnel n'a pas été formé sur les risques inhérents aux installations, notamment sur la gestion des déclenchements de portique de détection de la radioactivité,
- aucun registre de ces déclenchements n'existe,
- la défense incendie du site est insuffisamment dimensionnée ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société « ODELOT RECYCLAGE » de respecter les prescriptions des articles 2.7.1, 4.3.2, 4.3.9, 7.3.3, 7.3.5 et 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 susvisé ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – OBJET

La société « ODELOT RECYCLAGE » dont le siège social est situé ZI La Saunière, Ferme du Renard à Saint-Florentin est mise en demeure de respecter pour le centre VHU qu'elle exploite au lieu-dit « le contour des fontaines » sur le territoire de la commune de Chéu :

- **dans un délai d'une semaine à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues aux articles 7.3.5 et 2.7.1 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 en mettant en place un registre des déclenchements de portique de détection de la radioactivité et en les signalant sans délai à l'inspection des installations classées,
- **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues aux articles 7.3.3 et 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 en formant ses personnels à la gestion des déclenchements de portiques de détection de la radioactivité et en mettant en place une réserve incendie de 120 m³,
- **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues aux articles 4.3.2 et 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 en organisant la correcte gestion des eaux pluviales du site de sorte à éviter la lixiviation des déchets par les eaux météoriques et l'infiltration de ces eaux dans les sols.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 – EXÉCUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la société « ODELOT RECYCLAGE » et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de Chéu,
- Monsieur le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Yonne,
- Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Madame la Déléguée Départementale de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté,
- Madame la Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre-Yonne de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Auxerre, le 12 AVR. 2021

Préfecture de l'Yonne
Service du Courrier

12 AVR. 2021

ARRIVÉE

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale


Dominique YANI

Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le destinataire du présent arrêté peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire d'un recours hiérarchique, ce qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut décision implicite de rejet).